

Le gouvernement britannique publie un conseil sur les affaires avec les colonies israéliennes illégales

European Coordination of Committees and Associations for Palestine

Le gouvernement britannique a publié un conseil sur les affaires avec les colonies israéliennes illégales qui avertit les citoyens contre la réalisation d'affaires avec des personnes ou des entités des colonies israéliennes.

» Les citoyens et entreprises de l'UE doivent aussi être conscients des conséquences potentielles d'une implication dans les activités économiques et financières des colonies sur leur réputation, ainsi que des possibles violations de droits individuels, » est-il écrit dans l'avertissement sur le site UK Trade and Investment.

« Le Royaume Uni a une position claire sur les colonies israéliennes: la Cisjordanie y compris Jérusalem Est, Gaza et les Hauts du Golan sont des territoires occupés par Israël depuis 1967. Les colonies sont illégales d'après le droit international, constituent un obstacle à la paix et menacent de rendre impossible une solution par deux Etats du conflit israélo-palestinien. Nous ne reconnâitrons aucun changement des frontières antérieures à 1967, y compris concernant Jérusalem, autre que ceux convenus entre les parties », indique l'avertissement.

Le gouvernement britannique avertit les hommes d'affaires britanniques que les affaires avec les colonies comportent des risques, et le gouvernement n'encouragera ni n'offrira de soutien à de telles activités.

« Les transactions financières, investissements, achats, acquisitions et les autres activités économiques (y compris dans des services comme le tourisme) dans les colonies israéliennes ou bénéficiant aux colonies, comportent des risques venant du fait que les colonies israéliennes, d'après le droit international, sont construites sur une terre occupée et ne sont pas reconnues comme des parties légitimes du territoire d'Israël », dit l'avertissement.

» Ceci peut conduire à des contestations des titres sur la terre, l'eau, les ressources minérales ou autres qui peuvent être les objets des achats ou des investissements », continue l'avertissement. « Ceux qui envisagent toute activité économique ou financière dans les colonies devraient rechercher un conseil juridique approprié ».

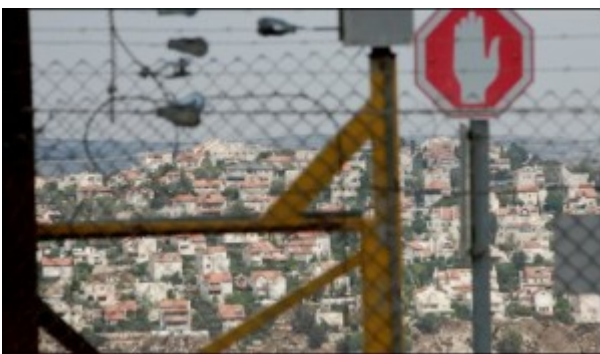
Les membres de l'ECCP et leurs partenaires au Royaume Uni ont publié une déclaration saluant cet avertissement comme un pas dans la bonne direction et ont appelé à plus de mesures pratiques pour mettre fin à l'implication britannique dans les colonies illégales israéliennes.

La Palestine Solidarity Campaign, dans sa déclaration, « presse le gouvernement à améliorer son conseil en « décourageant » fermement les affaires avec les colonies, à décourager préventivement les compagnies individuelles à signer des contrats, à clarifier les règles sur les marchés publics pour que les conseillers puissent prendre les questions de droits humains en considération sans risque d'être poursuivis, et d'exclure toute relation financière avec les sociétés opérant dans les colonies illégales ».

Le Comité national Boycott, Désinvestissements et Sanctions (BNC), la plus vaste coalition de la société civile palestinienne, a déclaré dans son communiqué de presse que « De nombreux grandes enseignes britanniques achètent des fruits et légumes des compagnies israéliennes opérant dans les colonies israéliennes illégales. D'autres sociétés

britanniques, comme le fabricant d'équipements de BTP, JCB, font d'importantes affaires dans les colonies illégales israéliennes, que ce soit dans la construction de colonies, de routes des colonies et d'installations et équipements liés à l'«occupation».

« Le gouvernement britannique a compris que ses condamnations des colonies illégales tombent dans les oreilles de sourds et a commencé à considérer l'énorme soutien économique que les colonies illégales reçoivent des entreprises britanniques », a dit Rafeef Ziadah, une porte-parole du BNC.



« Le gouvernement devrait maintenant indiquer clairement à des compagnies comme G4S qu'il n'est pas acceptable de contribuer aux colonies illégales israéliennes ou aux autres violations des droits humains », a ajouté Ziadah.

Le BNC, dans sa déclaration, a souligné que « D'après le droit international, les signataires de la Convention de Genève, comme le Royaume Uni, ont l'obligation de n'apporter ni assistance ni reconnaissance aux violations israéliennes du droit international et doivent agir pour mettre fin au commerce et aux autres relations économiques avec les colonies israéliennes illégales ».

Le mouvement BDS pousse au boycott d'Israël et à des mesures pratiques graduelles, y compris des sanctions, par les gouvernements du monde pour mettre fin à leur complicité dans le maintien du régime israélien d'occupation, de colonialisme et d'apartheid contre le peuple palestinien.

<http://www.eccpalestine.org/uk-government-issues-guidance-on-business-involvement-with-illegal-israeli-settlements/>

et

<http://www.bdsmovement.net/2013/uk-government-warns-business-links-settlements-11475>

9/12+201